

L'hon. M. R. J. MANION (chef de l'opposition): Je suis sûr, monsieur l'Orateur, que toute la Chambre a suivi avec beaucoup d'intérêt l'exposé si complet que le premier ministre (M. Mackenzie King) vient de nous présenter sur les deux grandes crises européennes, celle de septembre dernier et celle de mars, il y a quelques semaines seulement. J'avoue que je ne jouis guère, en matière d'affaires extérieures, de la grande expérience du premier ministre, et la députation me pardonnera sans doute si je me trouve dans l'obligation de répéter quelques-unes de ses déclarations.

Règle générale j'approuve plusieurs des déclarations du premier ministre, quand, par exemple, il appuie l'attitude prise par M. Chamberlain en septembre dernier, quand il affirme qu'il est peu sage de bluffer dans les affaires internationales, quand il ajoute que la guerre n'est pas inévitable ou qu'il souhaite l'union des Canadiens. Sur tous ces points je tombe parfaitement d'accord avec le premier ministre. Il a rendu service et au pays et à la députation canadienne, semble-t-il, quand il a fait connaître l'attitude des autres dominions touchant les deux crises récentes. J'espère que ceux qui l'ont critiqué, dont quelques-uns m'ont peut-être aussi critiqué, liront son discours, le méditeront et se le rappelleront.

En abordant l'étude des affaires extérieures canadiennes telles qu'elles sont actuellement je désire souligner que l'état des affaires mondiales a sensiblement changé depuis quelques années. Les conditions de l'univers sont tout autres depuis l'avènement d'Hitler, son alliance avec Mussolini et les Japonais. Je crois pouvoir affirmer qu'immédiatement après 1930, peut-être jusqu'en 1935, tous les pays ont cru, sans doute guidés par les espoirs qu'ils nourrissaient, que la catastrophe de 1914 à 1918 ne se répéterait plus jamais. A cette époque ils croyaient pouvoir réduire les armements, et ils ont pensé ainsi jusqu'en 1935 et même plus tard. J'avais l'honneur de participer à la conférence du désarmement tenue à Genève en 1933. Je dirigeais la délégation canadienne, et je me souviens fort bien que toutes les nations représentées, sauf peut-être l'Allemagne, rêvaient d'effectuer le désarmement mondial. Depuis 1930 pour ainsi dire jusqu'à l'an dernier peut-être la Grande-Bretagne, le Canada et plusieurs autres nations, principalement les Etats démocratiques, pensaient pouvoir sans risque réduire leurs armements. C'est ce qui explique qu'aujourd'hui le Royaume-Uni et le Canada sont peu armés, et le passé nous enseigne que nous devrions l'être davantage.

Les conditions mondiales se sont modifiées surtout depuis l'avènement d'Hitler. C'est

durant mon séjour au siège de la Société des Nations, en 1933, qu'Hitler, au nom de l'Allemagne, s'est retiré de la Société. Il dénonça ensuite le traité de Versailles, fortifia le Rhin, et réarma l'Allemagne, puis en 1938, il s'empara de l'Autriche. La région des Sudètes fut ensuite cédée à l'Allemagne, comme l'a dit le premier ministre, et enfin, quelques semaines passées, il s'emparait de la Tchéco-Slovaquie par la force des armes, et s'assurait Memel par des menaces. Il ne faut pas oublier que l'ambition d'Hitler, à en juger principalement par les événements des récentes semaines, semble être de dominer le monde et de menacer les libertés de tous les Etats démocratiques.

Sa mentalité est si différente de celle des leaders des démocraties. Il a persécuté les Juifs en Allemagne au point de révolter toutes les populations honnêtes. Il s'érige en ennemi de toutes les religions chrétiennes, à quelque dénomination qu'elles appartiennent. Il professe la suprématie de l'Etat sur l'individu, élève l'Etat à la toute puissance et réduit l'individu à presque rien. Autant de facteurs qui ont modifié les conditions de tout l'univers.

Nous devons aussi songer que le Canada est plus vulnérable aujourd'hui qu'il ne le fut jamais, changement qu'il faut attribuer à l'avancement des sciences modernes, surtout de la science militaire. Nous sommes exposés aux attaques sur trois frontières: celle de l'Atlantique, celle du Pacifique et celle du nord. Nous sommes vulnérables sur l'Atlantique par deux voies principales. Il y a d'abord les attaques qui peuvent être dirigées contre des ports comme Halifax et Saint-Jean, et ensuite—danger peut-être plus grave encore,—il y a le fait que nous sommes exposés à être attaqués par voie du fleuve Saint-Laurent. Je ne vois pas pourquoi—tout en ne possédant aucune connaissance spéciale, j'ai examiné la question assez attentivement,—si nous étions en guerre, un navire ennemi ayant échappé à la marine britannique, ou si l'on veut, à la marine américaine, ne pourrait pas remonter le Saint-Laurent jusqu'à Québec, bombarder cette ville et d'autres du voisinage, et lancer de son pont des avions qui iraient attaquer Montréal et, poursuivant leur route vers l'ouest se rendraient même jusqu'à Toronto. Je ne vois actuellement aucune méthode de défense qui puisse nous mettre à l'abri de telles attaques.

On peut en dire à peu près autant de la côte du Pacifique. Nous n'avons pas là-bas de fortifications suffisantes. Ainsi que je l'ai signalé à la Chambre en une autre occasion, le Canada est à l'heure actuelle encore plus exposé aux attaques du côté de la baie d'Hudson et de la baie James. J'ai alors cité un article du lieutenant Carter, paru dans le